

ÉDITORIAL

Vol. 5, n. 11, année 2018

La *Revista Culturas Jurídicas* arrive à son onzième numéro motivée par le souci constant de chercher l'excellence des textes publiés ici comme un moyen d'honorer les auteurs qui nous ont préféré et les lecteurs qui nous honorent de leur intérêt . Le thème de ce volume est *les constitutionnalismes transformateurs en perspective: nature, ressources naturelles, économie et société.*

Avant d'entrer dans l'espace des articles, il est nécessaire de remarquer les dix années de promulgation de l'actuelle Constitution de l'Équateur, appelée officiellement *Constitución de la República del Ecuador* et connue sous le nom de « Constitution de Montecristi », en référence à la province de Manabí où l'Assemblée Nationale Constituante - dont la création a été approuvée par une large majorité (81,7%) lors d'une consultation populaire tenue le 15 avril 2007 - s'est réunie pour les travaux.

Composée de 130 constituants, l'Assemblée Constituante Nationale s'est installée à Montecristi le 30 novembre 2007, dotée des pleins pouvoirs, pour lesquels elle a immédiatement dissous le Congrès National et a repris les fonctions législatives de la République Équatorienne. Dix comités thématiques ont été formés et ont achevé leurs travaux dans la nuit du 24 juillet 2008. Le nouveau texte a été approuvé par 94 des 130 constituants. Le 25 juillet 2008, l'Assemblée a été formellement éteint, avec la présentation du texte de la nouvelle Constitution, composé de 444 articles divisés en neuf titres.

Après la présentation du texte final, l'autorité électorale équatorienne a convoqué un référendum constitutionnel le 28 septembre 2008, dont le résultat - 69,9% de réponses «Oui» - a été publié le 16 octobre de cette même année. La Constitution est entrée en vigueur dans le jour de sa publication au *Registro Oficial*, le 20 octobre 2008, en commençant une période de transition jusqu'aux élections générales prévues pour le 26 avril 2009. La Constitution de Montecristi a été modifiée en 2011 par un nouveau référendum populaire.

Parmi les ruptures de paradigme de la Constitution équatorienne de 2008, nous pouvons souligner, comme expliqué dans son Préambule, la reconnaissance de la pluralité culturelle et sociale du peuple équatorien, la célébration de la nature (*Pachamama*) comme partie intégrante de les multiples nations à un degré jamais vu auparavant, le rejet de la domination et du colonialisme, l'engagement à l'intégration latino-américaine et la recherche

de *Sumak Kawsay*, expression de la langue quechua qui se traduit par *buen vivir* ou « bien vivre ».

La recherche de « bien vivre » est plus que la traduction directe du terme laisse à penser: Il s'agit d'adopter un modèle de développement à long terme qui consiste en une coordination des systèmes économique, politique, socioculturel et environnemental afin de rompre avec les maximes du développement capitaliste. Les droits de « bien vivre » comprennent les droits à l'eau et à la nourriture, à un environnement sain, à la communication et à l'information (décentralisée, libre et multiculturelle), à la culture (compris le droit de construire sa propre identité culturelle) et à la science, à éducation humaniste (devoir inaliénable de l'État), au logement, à la santé et au travail et à la sécurité sociale.

À une époque où le (néo)libéralisme débridé semble avoir capturé le récit officiel et gagné la bataille des préférences publiques, un regard sur le constitutionnalisme latino-américain - dont l'étude est l'une des principales raisons de l'existence du *Programa de Pós-Graduação em Direito Constitucional* (PPGDC-UFF), qui élabore cette publication - peut nous rappeler qu'un autre chemin est possible et que la lutte pour l'égalité manque de solidarité, pas d'indifférence.

En ce qui concerne l'espace des articles, ce onzième numéro de *RCJ* a publié ses trois premiers articles à l'avance, dans un format « *ahead of print* ».

La première contribution est du professeur mexicain Jaime Cárdenas Garcia, chercheur et professeur à l'Institut des Investigations Juridiques de l'UNAM (*Universidad Nacional Autónoma de México*). Le texte a été présenté sous forme d'édition bilingue: dans sa forme originale, en espagnol, et une autre version traduite en portugais par Emanuela Gava Caciatori et Lucas Machado Fagundes, tous deux membres du groupe de recherche « Réflexion Juridique Latino-Américain » de l'Université de l'Extrême Sud Catarinense (UNESC). Intitulé *Les problèmes de force exécutoire et de justiciabilité de DESCA: le cas de la Constitution de Mexico*, le texte fait une étude du processus de création de la Constitution de Mexico, promulguée le 31 janvier 2017 comme fermeture du *Pacte pour le Mexique*, une initiative qui a impliqué les parties PRI, PAN, PRD et la Présidence du Mexique. Le document politique est ensuite étudié en mettant l'accent sur DESCA (Droits Économiques, Sociaux, Culturels et Environnementaux), principalement parce qu'il a fait l'objet de sept contestations devant la Cour Suprême du Mexique.

Le deuxième article est écrit par les professeurs américains de la *Harvard University* (États-Unis), de l'*University of Chicago* (États-Unis) et de l'*University of Cape Town* (Afrique

du Sud), John L. Comaroff et Jean Comaroff. La version originale a été traduite en portugais par le rédacteur assistant Renato Barcellos et révisée par les rédacteurs assistants Maria Clara Conde Moraes Cosati et Thaiana Conrado Nogueira, les trois maîtres du PPGDC-UFF. Sous le titre *Nations with/out Borders: Neoliberalism and the Problem of Belonging in Africa, and Beyond* (Nations avec/sans frontières: néolibéralisme et le problème de l'appartenance à l'Afrique, et au-delà), cet article, de base fortement anthropologique, cherche à analyser la porosité des frontières en Afrique du Sud et dans d'autres pays face à l'immigration, en partant de la non-fixation des frontières géographiques comme caractéristique principale du corps politique de Neure, ainsi que la philosophie schmittienne. Les professeurs Comaroff construisent leur argumentation avec un récit ingénieux, qui implique brûlures et insatisfaction, étrangers, éloignement et appartenance.

Le troisième article - fermeture des publications sous la forme *Ahead of Print* - a été rédigé par l'enseignante Andrea Ballestero, professeur assistant d'anthropologie à la *Rice University*, Houston, Texas (États-Unis) et a été présenté ici en version bilingue anglais/portugais. La traduction en portugais a été réalisée par les étudiants de Master du PPGDC-UFF Bruno Joviniano de Santana Silva et Tatiana Ferreira Lotfi, avec révision de l'élève Maria Clara Conde Moraes Cosati. Intitulé *Capacity as Aggregation: Promises, Water and a Form of Collective Care in Northeast Brazil* (Capacité d'agrégation: engagements, eau et un moyen de soins collectifs dans le Region Nord-est du Brasil), l'article traite de la création du "Pacte de l'eau", un processus impliquant plus de 8.000 participants rassemblés dans une série de discussions publiques au cours desquelles des engagements ont été pris pour assurer le zèle pour l'eau, en observant les spécificités du contexte local de l'intérieur de l'État de Ceará, au Brésil, et en examinant comment ce collectif a été produit, quelles étaient ses unités constitutives et comment la logique d'agrégation a conduit aux pratiques qui ont conduit à sa compilation.

Notre quatrième article est le résultat d'une recherche menée par le professeur Dr. Maria de Fatima Schumacher Wolkmer et l'étudiante de Master du Programme D'Études Supérieures en Droits de l'Homme et de la Société de l'Université de l'Extrême Sud Catarinense (UNESC), Evilyn Scussel. Sous le titre *La question du « commun » dans le Constitutionnalisme Latino-Américain*, l'article s'agit des changements survenus dans les États d'Amérique latine après les processus constitutifs avec une participation populaire effective, ce qui, selon les auteurs, représente une possibilité de renouvellement dans le contexte de la politique, des marchés, des écosystèmes et de la justice sociale. En ce sens, il

fait souligner l'idéalisation d'un projet de nouvelle perspective du développement humain exprimé dans le nouveau constitutionnalisme pluraliste des pays d'Amérique latine, représentés principalement par les Constitutions de l'Équateur (2008) et de la Bolivie (2009). L'objectif de cette étude est donc d'analyser l'articulation apparente entre le commun et l'innovation dans le nouveau constitutionnalisme latino-américain, en vue de la construction de systèmes adéquats de protection des biens communs.

Le cinquième article a été écrit par des auteurs liés à l'Université de Brasilia (UnB), l'élève André Augusto Giuriatto Ferraço et le professeur Dr. Gabriela Garcia Batista Lima Moraes, toutes deux membres du GERN/UnB - Groupe d'Études sur le Droit, les ressources naturelles et la durabilité de l'UnB. Son texte s'intitule *La fonction de qualité de vie saine depuis le principe de réaménagement dans le contexte de l'internationalisation du droit de l'environnement* et examine la fonction du principe constitutionnel de la qualité de vie en bonne santé à partir de l'internationalisation des décisions du système interaméricain de protection des droits de l'homme. S'agirait-il d'un garant des droits de l'homme ou d'un objectif constitutionnel à caractère programmatique? La recherche affirme que le principe de la qualité de la vie en bonne santé est le garant du lien entre le droit de l'environnement et les droits de l'homme.

La sixième contribution de ce numéro provient d'auteurs lié à Université de Brasilia (UnB), le professeur docteur américain Terrie Ralph Groth et l'étudiant du Master en Droit, État et Constitution Alexandre Feliz Gross. Intitulé *Le nouveau constitutionnalisme latino-américain: pluralisme et écocentrisme dans les Constitutions de l'Équateur (2008) et de la Bolivie (2009)*, la présente étude se concentre sur la rupture avec le modèle anthropocentrique en Équateur - au profit d'un écocentrisme inspiré par la philosophie du "bien vivre" - et sur la création d'un État plurinational de Bolivie afin de nous présenter ces nouvelles architectures constitutionnelles.

Notre septième article, écrit par le professeur docteur Márcia Rodrigues Bertoldi et Tábita de Moraes Damasceno - respectivement coordinatrice et étudiante du Programme d'Études Supérieures en Droit de l'Université Fédérale de Pelotas (UFPEL) - nous présentent la question pertinente du *Principe de solidarité intergénérationnelle comme fondement de la gouvernance environnementale transnationale*, en réfléchissant sur le principe de la solidarité intergénérationnelle comme un commandement éthique et concluant sur le caractère fondamental de la prise de décision collective. Ce n'est qu'ainsi que la responsabilité entre générations pourra devenir un présupposé éthique environnemental qui relie dans la

dimension spatiale de la gouvernance transnationale l'exercice de conscience et les valeurs de solidarité à l'accès équitable et à l'utilisation rationnelle des ressources environnementales.

Le huitième article est le résultat des recherches effectuées par le prof. Dr. Millena Zampieri Sellmann, professeur au Centre Universitaire Salésien de São Paulo (UNISAL). En abordant le sujet de *la clôture de l'édition des mesures provisoires qui diminuent la protection de l'environnement*, l'auteur s'interroge sur l'adéquation des espèces législatives en vigueur dans le système juridique pour le traitement du droit fondamental à un environnement équilibré, notamment en ce qui concerne la Mesure Provisoire, en raison du risque dans le cas d'une mauvaise utilisation.

Le neuvième article nous présente la vision de deux chercheurs de l'Université Régionale Intégrée du Haut-Uruguay et des Missions (URI Santo Ângelo), le prof. Dr. Jacson Roberto Cervi et l'étudiante au Doctorat Taciana Damo Cervi, concernant *l'expérimentation scientifique avec des animaux non humains au Brésil et le paradigme écologique*. En analysant la position de domination de l'homme sur la nature - particulièrement la supériorité humaine vis-à-vis des animaux non humains et leurs réflexions dans des expériences scientifiques - les enseignants s'enquière de l'utilité de telles pratiques et de leur pertinence en examinant de manière critique les innovations apportées par la Loi Arouca, en particulier en ce qui concerne le conflit apparent entre le spécisme dans la formation universitaire et les droits des animaux.

Dans le dixième article de cette édition, intitulé *Enchères du Campo de Libra: neutralité et idéologie dans les décisions sur les ressources naturelles et le pétrole au Brésil*, le professeur Dr. Clóvis Eduardo Malinverni Silveira et l'étudiant Vágner Gomes Machado, tous deux membres du Programme d'Études Supérieures en Droit de l'Université de Caxias do Sul (UCS), nous apportent une analyse de deux décisions rendues par la Cour Fédérale dans des Actions Populaires déposées dans le but de suspendre la vente aux enchères de la concession du droit d'exploration pétrolière dans le *Campo de Libra* en 2013. Sans entrer dans le jugement au fond des actions, l'objectif de l'étude était d'analyser le texte des juges afin de comprendre le rôle joué par des éléments de conviction politique sur des sujets liés aux ressources naturelles au Brésil.

Le thème de la lutte contre la pauvreté pour la concrétisation des Droits de l'Homme comme un des *Objectifs de Développement Durable* est le fil conducteur de la onzième contribution de cette édition, présentée par deux chercheurs de l'Université de Fortaleza (UNIFOR), le professeur Dr. Ana Maria D'Ávila Lopes et l'étudiant Luiz Haroldo Pereira dos

Santos Júnior. Les chercheurs considèrent la lutte contre la pauvreté - en particulier l'extrême pauvreté - comme une condition préalable à la jouissance effective des droits de l'homme par le développement inclusif. Pour ce faire, ils utilisent des sources bibliographiques et des documents politiques et normatifs internationaux, soulignant l'importance de travailler avec un aspect multidimensionnel, en englobant non seulement la sphère économique, mais également la sphère sociale et politique, exigeant des mesures complètes pour réaliser cette aspiration.

Le douzième et avant-dernier article de cette édition, intitulé *De la croissance économique à la justice environnementale: le dialogue entre le droit de l'environnement et l'économie à partir d'une pensée complexe*, est le résultat d'une collaboration entre professeurs-chercheurs de l'Université de Marília (UNIMAR), le prof. Dr. Valter Moura do Carmo et l'étudiante au Doctorat Ewerton Ricardo Messias. Dans cet article, les auteurs analysent la distinction entre les concepts de croissance économique, développement économique, développement durable et justice environnementale; l'interaction entre le Droit de l'Environnement et l'Économie dans le paradigme de la justice environnementale, et quel est le but de cette interaction, ayant comme système de référence une combinaison de la Théorie de la Complexité, d'Edgar Morin, avec la *Law and Economics*, de Richard A. Posner. À la fin, ils soulignent la nécessité d'un nouveau modèle de développement, basé sur la transdisciplinarité, comme un moyen de surmonter l'état de chaos environnemental installé.

Notre treizième et dernier article de ce numéro 11 de RCJ pose une question fondamentale à une situation dans laquelle la vie réelle simplement ignore les frontières politiques tracées géographiquement sur une carte. Sous le titre *Gestion intégrée des ressources hydriques transfrontières en Pan-Amazone*, deux chercheurs, l'étudiante au Doctorat en Sciences Juridiques de l'Université Fédérale de Paraíba (UFPB), Almir César Pozzetti, et le professeur Dr. Leonardo Leite Nascimento, professeur associé à l'Université de l'État d'Amazonas (UEA) et à l'Université Fédérale d'Amazonas (UFAM), ont réussi à analyser le Droit International et les principales normes juridiques pour la protection des eaux du Brésil, de la Colombie et du Pérou. L'objectif était de vérifier leur applicabilité à la gouvernance intégrée du Rio Amazonas, le plus grand fleuve transfrontalier au monde, vivement encouragé par le fait que les pays panamazoniens ont rencontré des difficultés pour rendre viable la gestion intégrée des ressources hydriques (GIRH), malgré la signature, il y a 40 ans, du Traité de Coopération Amazonien et l'application de normes de droit de l'eau sur leurs territoires respectifs.

Dans la section *Entretiens*, les enseignants Enzo Bello (notre rédacteur en chef) et Gladstone Leonel Jr., tous deux professeurs de PPGDC/UFF, ont interrogé, au siège de l'Université Andina Simón Bolívar (UASB) à Quito (Equateur), Catherine Walsh, professeur principal et directeur/fondateur du Doctorat en Études Culturelles Latino-Américaines de cette institution. Les réponses du professeur Walsh aux cinq questions proposées par les chercheurs brésiliens nous amènent à une réflexion approfondie sur divers thèmes, tels qu'un balance de l'efficacité de la Constitution de Montecristi dans le cadre de ses 10 ans; le traitement donné à la question environnementale en période d'extractivisme agroalimentaire; la possible extension de la protection de l'environnement par le traitement constitutionnel de la nature comme un sujet de droits; les relations entre les peuples afro et la protection de la nature au milieu de différends sur des territoires avec des entreprises multinationales entrées en Amérique latine, principalement dans le but d'exploiter les ressources naturelles; les politiques publiques et les degrés de mise en œuvre des normes constitutionnelles relatives à l'interculturalité dans les domaines de l'éducation, de la politique et des droits de l'homme. Lecture recommandée!

Dans la section *Commentaire Législatif*, les chercheurs de PPGDC/UFF, le prof. Dr. Pedro Curvello Saavedra Avzaradel et l'étudiant Felipe Moretti Laport, analysent le projet de Loi de la Chambre des députés n° 3.729/2004, qui est là depuis près de quinze ans et qui vise à établir une règle générale sur l'institut de licence environnementale - une question extrêmement complexe, très controversé et mal compris. En ce qui concerne le rôle des «contraintes environnementales» du projet de loi mentionné, les auteurs déclarent qu'ils constitueraient un véritable "chèque en blanc" pour les agences de licences environnementales. Bien qu'il s'agisse d'une analyse de la proposition de *lege ferenda*, la surveillance des mouvements législatifs devient de plus en plus nécessaire comme un moyen de plein exercice de la citoyenneté.

Nous nous sommes ensuite rendus à la section *Critique de Livre*, composée cette fois de huit contributions préparées par les étudiants de premier cycle de la Faculté de Droit de l'Université Fédérale Fluminense (UFF).

Dans la première revue, les universitaires Bruno Henrique de Souza Nunes et Matheus Guimarães présentent le livre « Chance et désenchantement: des manifestations de 2013 au coup d'État de 2016 » de Marcus Giraldes; dans l'ordre, les étudiantes Luana Ivens et Laura Perez écrivent une critique du livre « Domination et résistance - Les défis d'une politique émancipatrice », de Luis Felipe Miguel; la troisième est le résultat du travail des

élèves Ana Gabriela Basdão Moreira et Vânia Costa, qui nous présentent leur lecture du travail de Francisco de Oliveira, « Le Brésil: une biographie non autorisée »; en avant, les étudiantes Larissa Macedo et Luisa Burkle examinent le livre « Une lutte sans trêve », de Angela Davis; Dans la même veine, Juliana Andrade et Diogo Lana se plongent dans les travaux de Marcos Vinícius Lustosa Queiroz et présentent leur critique du livre « Le constitutionnalisme brésilien et l'Atlantique noir: l'expérience constitutionnelle de 1823 devant la révolution haïtienne »; nous suivons avec les impressions d'Eleanor Beatriz Ferraresso Cardoso de Souza et de Pedro Gadelha Alves, qui analysent le livre « Corrosion du caractère: la disparition des vertus avec le nouveau capitalisme » de Richard Sennett; Julia Martins Fonseca et Luciana dos Santos Magalhães présentent leur critique du livre « Genre et inégalités: les limites de la démocratie au Brésil » de Flávia Biroli; enfin, le couple de jeunes chercheurs Caio Augusto et Dafne Gomes nous présente leur critique du livre « L'État et la révolution », de Vladimir Lénine.

Nous remercions les jeunes qui commencent à suivre le chemin de la recherche et nous vous invitons à continuer à collaborer quand vous le souhaitez.

Avant la clôture de cette édition de RCJ, nous présentons le résumé des mémoires soutenues pendant cette période par les étudiants du PPGDC de l'époque, désormais Maîtres en Droit Constitutionnel. Nous félicitons les diplômés **Jônatas Henriques Barreira** (*Décentralisation administrative et fédéralisme dans les services des eaux et des égouts: une étude de la région du Sud-Est*, mémoire préparé sous la direction du professeur André Saddy), **Denise de Almeida Guimarães** (*Politiques d'austérité et les réformes du droit du travail transatlantiques: les cas du Brésil et de l'Espagne*, mémoire préparée sous la direction du professeur Eduardo Manuel Val), **Dalton Robert Tibúrcio** (*Le contrôle politique du Congrès sur les actes normatifs des organismes de réglementation au Brésil*, mémoire dirigée par le professeur Cassio Casagrande), **Bernardo Margulies Cavalcanti** (*Le programme Bolsa Família: un étude de son caractère politique et juridique*, mémoire dirigée par le professeur Marco Aurélio Lagreca Casamasso), **Fabio Paulo Reis de Santana** (*Économie collaborative et administration publique: limites et possibilités*, dirigée par le professeur Clarissa Brandão) et **Pablo Ronaldo Gadea de Souza** (*La terre comme un élément névralgique de l'identité indigène: la violation des droits collectifs territoriaux des peuples indigènes et leur traitement dans le Système interaméricain de protection des droits de l'homme*, mémoire dirigé par le professeur Eduardo Manuel Val), et nous souhaitons beaucoup de succès dans vos recherches futures!

Comme toujours, nous terminons l'éditorial en remerciant les auteurs qui valorisent cette publication en nous confiant leurs recherches. À cette confiance, nous ne pouvons que récompenser avec la recherche incessante d'un haut niveau de qualité éditoriale afin de contribuer au travail intellectuel et à la recherche de nos lecteurs - c'est la raison de tout le travail.

Nous réaffirmons également notre invitation à tous de publier ses travaux dans la *Revista Culturas Jurídicas*, une publication toujours ouverte à la génération de connaissances qui renforce la dialectique entre différentes cultures juridiques.

Niterói, 24 novembre 2018.

Prof. Dr. Enzo Bello

Rédacteur en chef du RCJ

Maître Pablo Ronaldo Gadea de Souza

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Anne Nimrichter Oliveira

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Karina Freire

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Maria Clara Conde Moraes Cosati

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiant en Master Renato Barcellos

Rédacteur Assistant du RCJ

Étudiante en Master Thaiana Conrado Nogueira

Rédacteur Assistant du RCJ